démocratiques et démocratisants. Cela pourrait se faire en encourageant tous les partis politiques à participer ouvertement aux élections[24]. Des commentateurs américains ont fait écho aux dangers associés au soutien de l'autocratie :

> ...si le gouvernement des États-Unis pouvait être persuadé d'être juste un peu moins enthousiaste dans son soutien de régimes autocratiques dans les États arabes, et plus conscient des coûts à long terme d'un tel soutien, un important obstacle à la démocratie dans le monde arabe s'en trouverait atténué. [*Traduction*][25]

Le rôle positif des organisations internationales constitue une autre force « extérieure » importante qui pourrait accélérer la démocratisation. Il a été soutenu que des organisations internationales, comme l'Union européenne, ont aidé à élargir le domaine des États démocratiques grâce à des accords coopératifs, à des associations économiques non contraignantes et à « des intérêts stratégiques embryonnaires ».

Conclusion et options de politique

Défis et occasions pour le Canada dans un contexte de politique étrangère postmoderne

Il peut être soutenu que le Canada opère dans un contexte de politique étrangère postmoderne caractérisé par une absence de menace stratégique, la déconstruction des nations et des nationalités et une diminution de l'importance accordée aux ressources matérielles dans les affaires internationales au profit de celle de la « puissance douce » et des valeurs. Compte tenu de cette évolution, il s'impose de revoir les orientations de la politique étrangère canadienne[26].

Si certains sont d'avis que les « petites puissances moralisatrices » n'ont pas de rôle utile à jouer dans les relations internationales, d'autres applaudissent les traditions de politique étrangère de puissance moyenne du Canada et reconnaissent la capacité du Canada d'instaurer la confiance et de contribuer au règlement des conflits dans le monde. On reconnaît l'engagement constant du Canada à promouvoir le multilatéralisme à Washington et ailleurs ainsi que ses efforts pour appuyer le système des Nations Unies. Il a été recommandé que le Canada encourage et facilite la participation d'Arabes aux discussions et aux dialogues sur la politique étrangère. Le Canada pourrait aussi soutenir des organisations non gouvernementales et des sociétés civiles émergentes dans les États arabes. Et il pourrait mener des initiatives spécifiques qui s'attaquent aux racines des conflits, par exemple en améliorant l'alphabétisation et l'apprentissage dans des sociétés en voie de modernisation.

Les valeurs canadiennes des droits humains, de la démocratie, du respect de la diversité, de l'état de droit et de la civilité conservent leur utilité face aux divisions dans le monde. Les expériences uniques du Canada au chapitre du multiculturalisme peuvent aussi aider à satisfaire les besoins mondiaux et pourraient servir utilement au règlement de conflits. Par une pratique active de ces valeurs, le Canada pourrait être bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la gouvernance mondiale.

De difficiles décisions de politique peuvent cependant s'imposer en raison du choix entre contrer les idéologies et les groupes extrémistes et/ou soutenir les musulmans modérés. En particulier, l'expansion d'une définition de l'« Islam militant » qui menace les droits

---

24 Narendra Subramanian, interview vidéo lors des Journées de réflexion : Choc des civilisations? (2002) sur le site du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (**www.cfp-pec.gc.ca.**).

25 James Lee Ray, « Democracy Versus 'The Clash of Civilizations' », document de discussion pour les Journées de réflexion : Choc des civilisations? (2002), (**http://www.ecommons.net/ccfpd-thinkers2002/ main.phtml?section =ottawa&show=ray**).

26 Josef Joffe, interview vidéo lors des Journées de réflexion : Choc des civilisations? (2002), disponible sur le site du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (**www.cfp-pec.gc.ca.**).